

# Infrastructures : la FRTP Ile-de-France crée le débat

Institutions 1 juin 2017

Le rendez-vous francilien du 8 juin 2017 clôt une série de 11 débats participatifs en région, voulue par la Fédération nationale des travaux publics, et organisés avec l'aide de l'agence Grand Public.

Jeudi 8 juin à 19 h, la Fédération des travaux publics d'Ile-de-France organise, à Paris, une « rencontre citoyenne » consacrée aux infrastructures. Il s'agit en fait de la 11e et dernière rencontre régionale de ce type, dans le cadre de la campagne « Réinvestissons la France » lancée par la Fédération nationale (FNTP) et qui avait démarré le 23 février dernier par une interpellation des candidats à la présidence de la République. Il s'agissait ensuite de recueillir les avis des citoyens sur le sujet à travers l'organisation de débats participatifs.

## « Donner la parole à ceux qui ne l'ont pas »

La FNTP a fait appel à l'agence Grand Public (ex-Campana Eleb Sablic), spécialiste de la concertation. Celle-ci a constitué un échantillon qualitatif de 134 citoyens et tourné 35 h de rush pour réaliser un film d'une vingtaine de minutes qui ouvre les rencontres. Il permet d'entrer directement dans le vif du sujet, le jour J. D'autant plus que certains des interviewés sont présents dans la salle que l'agence se charge également de composer.

Son objectif : réunir 2/5e d'habitants, 2/5e d'entreprises de la filière TP et 1/5e de partenaires habituels de la fédération (fournisseurs, élus, institutions), en laissant en priorité la parole aux premiers. Ce qui suppose de nombreuses prises de contacts et échanges en amont permettant de « donner la parole à ceux qui ne l'ont pas », « l'ADN de l'agence », explique son directeur, Pierre Orsatelli. La fédération, elle, a clairement affiché ses objectifs : « écouter et faire remonter la parole des acteurs (habitants, élus, acteurs économiques, etc.) sur les questions qui concernent votre région et votre pays ».

## Acceptabilité des chantiers

La démarche a été accueillie avec surprise par certaines fédérations régionales. Elle représente, certes, une « prise de risque » – aucun propos, y compris ceux contraires aux intérêts de la profession, n'étant censuré -, mais elle correspond à l'intérêt bien compris des entreprises de travaux publics à l'heure où les zones à défendre (ZAD) se multiplient. Les professionnels ont bien conscience que l'époque où les grands projets se décidaient dans un dialogue entre l'élus et les entrepreneurs est révolue : désormais les citoyens souhaitent être consultés. « L'argument de l'emploi ne suffit plus. Il faut que les projets répondent à un besoin exprimé par les citoyens. Si on n'arrive pas à faire exprimer des attentes, on ne fera plus rien », résume Jean-Christophe Angenault, le directeur de cabinet du président de la FNTP, Bruno Cavagné.



José Ramos, président de la FRTP Ile-de-France, le 1er juin 2017. ©JGP

Pour José Ramos, président de la FRTP Ile-de-France, l'enjeu est « l'acceptabilité des chantiers ». Et de citer l'exemple de la ligne 18 du Grand Paris express dont la partie en viaduc avait commencé à susciter une opposition locale. « S'il n'y avait pas eu, en parallèle, autant de participations positives de salariés du plateau de Saclay, la déclaration d'utilité publique n'aurait pas été obtenue aussi vite, c'est à dire fin mars, alors qu'elle était annoncée pour fin 2017. » Parfois, les citoyens peuvent donc accélérer les calendriers des chantiers. Et leurs attentes sont autant de pistes de chantiers à venir : nouvelles stations de métro, fibre en grande couronne, mobilité électrique supposant de renforcer les points sources d'alimentation....

A travers cette démarche de débats participatifs, les professionnels se sont enfin trouvés des alliés sur un thème qui leur est cher : l'investissement dans l'entretien des infrastructures, là où les élus restent le plus souvent soucieux d'inaugurer de nouvelles réalisations.

**Jeudi 8 juin 2017 à 19h, Etoile business center, 21-25 rue Balzac, 75008 Paris**  
**Inscription gratuite et obligatoire : [reinvestissons-la-france-idf@gmail.com](mailto:reinvestissons-la-france-idf@gmail.com)**